

NIMES 2023 : BREVES RENCONTRES,

Voyons d'abord le côté positif des choses. Les 23 et 24 septembre derniers, les Rencontres de la souveraineté, organisées à l'initiative et sous l'égide de République souveraine, le mouvement que préside notre ami Georges Kuzmanovic et d'Oser la France, le courant d'idées fondé par Julien Aubert, ancien député et actuellement secrétaire général adjoint du parti Les Républicains, ont été un véritable succès. Ces deux journées ont permis aux quelque cinq cents militants et sympathisants venus de toute la France, et d'abord de l'Hérault, du Gard et du Vaucluse, de suivre des débats et des intervenants de qualité. Qu'on en juge : il a été question de souveraineté populaire, alimentaire, énergétique, du retour des frontières, de l'ordre républicain, des capacités de nuisance de Mme von des Leyen, du retour des frontières... Des experts de l'économie, du droit, des intellectuels, des personnalités politiques, Valérie Boyer, Patrick Stefanini, Nicolas Dupont-Aignan, Loïk Le Floch-Prigent, Gilles Casanova, Stéphane Rozès, Florence Bergeaud-Blackler, Gaël Brustier, François, Cocq, Charlotte Girard ... étaient au rendez-vous. L'organisation était impeccable, ou presque, et l'atmosphère sympathique. Le fait même que les deux initiateurs de ces rencontres, l'un, Kuzmanovic, venu de feu le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, l'autre, Julien Aubert, toujours fidèle au parti de droite qui se dit encore gaulliste, avaient fait un sacré bout de chemin idéologique pour se rapprocher l'un de l'autre, était de bon augure.

D'où vient alors notre frustration et, j'ose le dire, notre déception ? Nous sommes désormais à huit mois des élections européennes de juin 2024. On pouvait croire, on pouvait espérer que ces « rencontres » seraient l'occasion rêvée, pour leurs organisateurs et pour le public qu'ils avaient rassemblé de donner une forme concrète à ce rapprochement et d'oser, de lancer l'initiative qu'attendent sans avoir les moyens de la réaliser, d'innombrables Français qui, chacun dans son coin, dans sa ville, dans son village, dispersés, isolés, impuissants, rêvent de voir la France, leur pays, notre pays, retrouver la souveraineté politique, diplomatique, militaire, économique, sociale, juridique, culturelle que les gouvernements successifs ont laissé se détériorer, s'aliéner et se perdre. De deux choses l'une : ou bien cette perspective est sans intérêt, illusoire, passéiste ou elle constitue la première urgence et la dernière chance de remonter la pente du déclin.

On attendait donc avec une légitime curiosité le débat qui devait clore ces journées, entre Henri Guaino et Marie-Françoise Bechtel sur le thème : « Le souverainisme peut-il transcender le clivage gauche-droite ? » Le fait même que les deux intervenants aient accepté cette confrontation pouvait laisser espérer aux plus optimistes une réponse positive, au moins un infléchissement. Il n'en fut rien et cet ultime face-à-face fut comme une douche froide pour beaucoup d'assistants. Fidèle à elle-même et à la dérive qui depuis bien longtemps a fait échouer Jean-Pierre Chevènement sur la rive gauche, l'ancienne directrice de l'ENA aime la France mais lui préfère la gauche. C'est son choix, c'est son droit, et c'est notre perte. Quant à Henri Guaino, apparemment prisonnier lui aussi de ses amitiés (ce qui est honorable à défaut d'être constructif) et gêné par ses engagements passés, notamment auprès de l'homme qui bafoua le vote exprimé par les Français en 2005 ce qui est honorable à défaut d'être constructif, il déclara que comme son interlocutrice il n'aimait pas beaucoup le mot « souverainisme » (et pourquoi diable ?) et resta flou sur ses intentions futures.

On s'avisa alors qu'effectivement les deux organisateurs du colloque, réalistes, n'avaient prévu en aucune manière, à se demander s'ils le souhaitaient, que ces journées eussent une traduction politique. Il est vrai que le mouvement de Georges Kuzmanovic, même si l'inlassable activité de son président lui assure désormais une présence réelle, est loin d'avoir atteint la taille critique qui lui permettrait de peser, et encore plus vrai que Julien Aubert, pour des raisons qui lui appartiennent, reste englué dans un parti que son positionnement libéral et pro-européen situe bien loin de ses origines gaullistes.

Au soir de ces deux belles journées d'été dans une ville dont le centre n'est que calme et beauté, à cent lieues de sa périphérie, nous étions donc bien avancés. Nous nous avisions alors que Nicolas Dupont-Aignan, seul homme politique éventuellement à même de présenter une liste purement « souverainiste » aux élections européennes s'était laissé gentiment et habilement marginaliser par la puissance invitante, et que celle-ci s'était refusée à inviter Florian Philippot et quelques autres. Pour ce qui nous concerne plus particulièrement, alors qu'en la personne de nos amis Michel Gateau et Jean Magnin et de votre serviteur, l'UNC était présente, je fus par deux fois invité à m'exprimer sur le réseau de télévision intérieure, invitation qui fut par deux fois annulée. Je n'aime pas les rassemblements qui commencent par des exclusions. Passons...

Et venons à l'essentiel. Il existe, cela ne saurait nous échapper, deux partis qui présenteront une liste aux européennes, et qui, répugnant eux aussi (pourquoi donc ?) au mot « souverainisme », n'en sont pas moins attachés à la souveraineté nationale. S'agissant du R.N., rien ne nous garantit qu'une fois au pouvoir, il ne se transformerait pas en un gros blob à la Chirac, aligné comme Mme Meloni sur le « cercle de la raison ». Pour ce qui est de Reconquête, le parti d'Eric Zemmour est plus crédible en termes de sincérité, mais n'est pas assuré de passer la barre fatidique des 5%. Au demeurant, nous sommes ici de ceux qui persistent à croire que la question de la souveraineté transcende les clivages partisans, qu'elle n'est ni de gauche ni de droite, mais nationale, unitaire et vitale. En 1992, malgré l'énorme pression de la gauche et de la droite, 49,5% des Français votaient contre Maastricht. En 2005, ils furent 54% à refuser le traité constitutionnel européen. Et il ne serait pas possible, en 2024, faute de lui trouver une incarnation, de monter une liste francophile en France ? Nous avons encore huit mois, nous n'avons plus que huit mois, pour apporter un démenti à la fatalité.

Dominique Jamet